

**Ville de TONNERRE**

affiché le 15/12/25

## **RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026**

**« Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir mais de le rendre possible » Antoine de Saint-Exupéry**

La loi d'Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a instauré la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget pour les communes de plus de 3 500 habitants et pour les intercommunalités disposant d'une commune de plus de 3 500 habitants. Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Le débat d'orientation budgétaire doit désormais faire l'objet d'un rapport d'orientation budgétaire.

***Conseil municipal : 11 décembre 2025***

## Sommaire

**Propos introductifs** (page n° 3)

**Éléments de contexte** (pages n° 4 à 6)

**Les orientations budgétaires 2026** (page n° 7)

**Les recettes réelles de fonctionnement** (pages n° 8 à 12)

- ✓ **Vue d'ensemble**
- ✓ **La fiscalité directe locale**
- ✓ **Les autres éléments du chapitre « Impôts et taxes »**
- ✓ **L'évolution de la fiscalité professionnelle sur le territoire communautaire**
- ✓ **L'évolution de la population légale**
- ✓ **La dotation globale de fonctionnement**
- ✓ **Les autres dotations**
- ✓ **Les autres recettes réelles de fonctionnement**

**Les dépenses réelles de fonctionnement** (pages n° 13 à 18)

- ✓ **Vue d'ensemble**
- ✓ **La masse salariale**
- ✓ **Le tableau des emplois**
- ✓ **L'évolution des effectifs**
- ✓ **Les charges à caractère général**
- ✓ **Les charges de gestion courante**
- ✓ **Les charges financières**

**Les budgets annexes et celui du pôle social** (page n° 19)

**La situation de la dette** (page n° 20)

**L'autofinancement du budget principal** (page n° 21)

**Les travaux 2025 effectués en régie** (page n° 22)

**Les opérations d'investissement du budget principal pour 2025 et 2026 et leur financement** (page n° 23 )

**Les investissements réels et les emprunts effectués durant les trois derniers mandats** (page n° 24)

## Propos introductifs

### **Le débat d'orientation budgétaire constitue un temps fort de la vie municipale.**

Ce lundi 11 décembre 2025, sous la présidence de monsieur Cédric CLECH, maire de Tonnerre, l'assemblée délibérante posera les grandes lignes des budgets 2026 de la ville de Tonnerre

Il s'agit de tracer les contours du budget à venir pour les préciser durant les prochaines semaines afin d'aboutir à une présentation définitive lors d'un conseil municipal programmé le 9 février 2026.

Telle est la raison d'être du rapport d'orientation budgétaire (ROB) qui vous est soumis aujourd'hui et du débat qui s'en suivra.

Et ce, malgré de réelles inquiétudes dont celles, **économiques**, suscitées par le ralentissement de la croissance dans la zone européenne, **budgétaires et financières**, du fait d'une situation spécifique à la France, **politiques**, du fait des crises de majorité à l'assemblée nationale conduisant à une fragilisation de l'exécutif gouvernemental et **géopolitiques**, du fait des risques d'internationalisation des conflits.

**Ce projet de budget 2026** repose sur un socle consolidé par des objectifs clairement redéfinis par la majorité municipale actuelle :

- ✓ Une construction des prévisions facilitée par une capacité à les financer sur fonds propres,
- ✓ La mise en œuvre effective d'un ambitieux programme pluriannuel d'investissement tenant compte des priorités et des contraintes,
- ✓ La clairvoyance permanente dans les relations financières avec nos partenaires au premier rang desquels se portent l'État et la Région,
- ✓ Des dépenses en cohérence avec les politiques publiques, en réponse aux besoins et aux attentes des habitants,
- ✓ Un poids de la dette compatible avec des ambitions mesurées et une réelle capacité à l'assumer dans la durée.

**Les orientations budgétaires 2026 traduisent une ambition renouvelée pour notre territoire et pour ses habitants.**

**Elles construisent l'avenir tout en préservant les équilibres et en maîtrisant notre endettement.**

**Entre contraintes et incertitudes, la feuille de route respecte les engagements de campagne de la liste « Un avenir pour Tonnerre, avec vous ».**

## Le contexte socio-économique mondial

### # La croissance mondiale

La croissance mondiale résiste malgré de multiples chocs. Pour les prochaines années, la croissance mondiale serait en léger ralentissement, à 2,9 % en 2025 et 2,8 % en 2026, après 3,0 % en 2024. Cela reste une performance remarquable alors que l'activité fait face à de nombreux chocs, à commencer par les droits de douane de l'administration américaine. Aux États-Unis, l'activité ralentirait à 1,8 % en 2025 et 2026, après 2,8 % en 2024, un rythme qui reste élevé. En Chine, l'activité resterait autour de 5 % (5 % en 2025 et 4,8 % en 2026), malgré les droits de douanes US.

En zone euro, la croissance est attendue à 1,3 % cette année et serait quasi inchangée en 2026 (1,2 %), même si celle-ci ferait face à des forces contraires (relance de l'investissement en Allemagne, impact négatif des droits de douane). Au Royaume-Uni, la croissance serait proche de celle observée en zone euro (1,4 % en 2025 et 1,2 % en 2026). Côté politique monétaire, la Fed (Réserve Fédérale des États-Unis) poursuivrait son cycle de baisse des taux, tandis que la BCE s'arrêterait à 2 %.

Les risques sur la croissance mondiale demeurent élevés. Les effets de la hausse des droits de douane ne sont pas encore pleinement ressentis et les tensions géopolitiques avec la Russie et au Moyen-Orient demeurent élevées. À l'inverse, une détente sur les droits de douane, la relance allemande et le virage de la défense en Europe constituent des relais de croissance qui pourraient être supérieurs aux attentes.

### # L'inflation

L'inflation resterait en moyenne légèrement au-dessus de la cible de la BCE cette année, à 2,1 %, avant de fléchir plus nettement l'année prochaine à 1,7 %, sous les effets cumulés de l'appréciation de l'euro et de la baisse des prix du pétrole et du gaz. L'inflation hors énergie et alimentation resterait un peu supérieure à 2 %, avec une inflation des services toujours élevée dans certains pays et notamment en Allemagne où le salaire minimum est attendu en hausse de 14 %.

## Le contexte socio-économique français

### # La croissance économique française

Les prévisions anticipent une croissance de 0,9 % en 2025 et 1,0 % en 2026. La croissance française a été particulièrement dynamique au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 (+0,5 % T/T) notamment grâce à la bonne performance des points forts de l'économie française, à commencer par l'aéronautique dont le rythme des livraisons continuerait d'augmenter au cours des prochains trimestres. L'incertitude politique, qui a coûté 0,2 à 0,3 point de pourcentage de croissance en 2025, continuerait à freiner la reprise en 2026, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

### # L'inflation en France

L'INSEE anticipe une inflation (IPCH) de 1,0 % en 2025 et de 1,7 % en 2026, après 2,3 % en 2024. L'inflation française est la plus faible de la zone euro (à l'exception de Chypre), celle-ci ayant été tirée à la baisse par l'évolution des prix des tarifs réglementés de l'électricité. L'inflation française resterait modérée en 2026, ce qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et du gaz, l'appréciation de l'euro et la modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance légèrement sous le potentiel.

### # Le taux de chômage en France

Le taux de chômage (BIT) est resté stable au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 à 7,5 %. Il augmenterait légèrement en 2026, à 7,6 %, la croissance du PIB étant attendue sous son potentiel l'an prochain dans un contexte d'incertitudes politiques persistantes. Au troisième trimestre 2025, l'emploi salarié privé a diminué de 0,3 % après +0,2 % au trimestre précédent (-60 600 emplois après +43 400 emplois). Au cours du trimestre, les contrats d'alternance ont représenté environ les deux tiers de la baisse de l'emploi salarié privé. Sur un an, l'emploi salarié privé a baissé de 0,5 % par rapport à l'année précédente (-112 100 emplois) ; il s'agit du 4<sup>ème</sup> trimestre consécutif de baisse d'une année sur l'autre après près de quatre ans d'augmentation (les emplois privés restent 1 million au-dessus de leur niveau du quatrième trimestre 2019).

## # Le niveau de pauvreté en France

En 2025, l'INSEE estime que le taux de pauvreté en France sera d'environ 15,4 %. Ce taux est stable par rapport à 2023 et 2024. La pauvreté monétaire touche en premier lieu les chômeurs (36,1 %). Parmi les personnes en emploi, les travailleurs indépendants sont plus vulnérables (19,2 %) que les salariés (6,6 %). Les retraités vivant à domicile sont moins fréquemment en situation de pauvreté (11,1 %) que l'ensemble de la population vivant dans un logement ordinaire (15,4 %). Les ménages sont différemment exposés à la pauvreté selon leur configuration familiale. Les familles monoparentales sont les plus concernées (34,3 %).

## # L'évolution du pouvoir d'achat en France

Le pouvoir d'achat des ménages par unité de consommation se replie nettement. Au troisième trimestre 2025, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages se replie (-0,3 % après +0,3 %). Mesuré par unité de consommation pour être ramené à un niveau individuel, il repart nettement à la baisse (-0,4 % après +0,1 %). Le taux d'épargne des ménages baisse sous l'effet combiné de la légère augmentation de leur consommation en volume et de la baisse de leur pouvoir d'achat : il s'établit ainsi à 18,4 %, après 18,7 % au deuxième trimestre 2025.

## # La dette publique en France

La dette publique désigne l'ensemble des emprunts contractés par les administrations publiques (l'État, les collectivités territoriales, la Sécurité sociale) pour financer leurs dépenses. À la fin du premier trimestre 2025, la dette publique s'établit à 3 345,8 milliards d'euros, soit 114 % du PIB. Cela signifie que la richesse produite en un an ne suffirait pas à rembourser l'ensemble des emprunts contractés. La dette de l'État augmente tandis que celle des organismes divers d'administration centrale diminue. La dette des administrations de sécurité sociale augmente. La dette des administrations publiques locales est quasi stable.

## # Le déficit public en France

Le déficit public est le solde négatif de l'ensemble des administrations publiques. Il est exprimé en pourcentage du PIB. En 2024, le déficit public atteint 168,6 milliards d'euros (Md€), soit 5,8 % du produit intérieur brut (PIB), en augmentation de 16,9 Md€ par rapport à 2023 (151,7 Md€, soit 5,4 % du PIB). Le déficit budgétaire concerne uniquement le budget de l'État. En 2024, ce déficit représentait environ 154 milliards d'euros. Le gouvernement prévoit un déficit public de 4,4 % du PIB en 2025, avec un objectif de retour sous les 3 % d'ici 2027. Un déficit persistant accroît la dette, pèse sur les taux d'intérêt et peut limiter les marges de manœuvre budgétaires.

### Le projet de Loi de finances 2025

#### **Pour sortir de l'impasse budgétaire, l'hypothèse d'une nouvelle loi spéciale se précise.**

Presque unanimement rejeté par les députés le week-end passé, le projet de budget passe désormais aux mains des sénateurs qui comptent bien réduire sérieusement la ponction imposée aux collectivités en 2026. Mais la suite s'annonce très incertaine.

Fait inédit dans la Ve République, l'Assemblée nationale a rejeté à la quasi-unanimité le projet de loi de finances (PLF) pour 2026, lors de sa première lecture. Un vote qui augure mal de l'adoption de ce texte essentiel à la vie du pays d'ici la fin de l'année, en conformité avec les délais constitutionnels.

#### **« Symbole ravageur »**

Résultat, en refusant d'adopter la partie « recettes » du projet de loi, les députés ont par là-même rejeté le texte dans sa totalité sans examen de leur part de la partie « dépenses », renvoyant ainsi la version initiale du gouvernement au Sénat.

#### **Au Sénat, l'effort des communes « divisé par trois »**

C'est donc désormais au Sénat de s'attaquer, dès cette semaine, à la copie du gouvernement. Et il compte bien entièrement la récrire.

La chambre haute a déjà annoncé sa volonté de réduire sérieusement la ponction infligée aux collectivités via « un plafond maximal [de] 2 milliards d'euros, hors CNRACL », au lieu des 4,6 milliards évalués par le gouvernement et des « plus de 7 milliards » calculés par les associations d'élus.

Pour y parvenir, les sénateurs prévoient d'exonérer totalement les communes du nouveau dispositif d'épargne forcée et de revoir les modalités de reversement de la version 2026 du DILICO en les calquant sur sa version 2025.

La chambre des territoires souhaite également réintégrer les dépenses d'entretien des bâtiments publics, de voiries et des réseaux au sein de l'assiette du FCTVA, mais aussi « réduire de moitié » la diminution de la compensation de l'abattement sur les valeurs locatives industrielles dans la contribution foncière des entreprises (CFE). Surtout, elle compte empêcher la création du fonds d'investissement pour les territoires (FIT) voulu par le gouvernement et qui fusionnerait la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et la dotation politique de la ville (DPV).

### **La loi spéciale, l'hypothèse la « plus probable »**

Reste qu'une fois adoptée, la copie sénatoriale devra encore être rediscutée en commission mixte paritaire où rien ne garantit que sénateurs et députés arrivent à se mettre d'accord sur un texte définitif. Dans ce contexte, le vote d'un budget pour 2026 d'ici la fin de l'année apparaît de plus en plus incertain et le scénario d'un recours à une loi de finances spéciale commence à prendre sérieusement forme.

Ce serait même l'hypothèse la « plus probable », selon le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Sorte de budget d'urgence reconduisant le budget 2025 et autorisant la perception des impôts existants, ce dispositif empêcherait la paralysie budgétaire et éviterait un « shutdown ». Ce serait la troisième fois que le pays y aurait recours, après 1979 et l'an passé.

Si l'exécutif semble préférer cette option à celle d'une adoption par ordonnance ou à un recours à l'article 49.3 (qu'il a exclu), Sébastien Lecornu continue d'affirmer que son objectif est toujours de trouver un compromis et de passer par un vote. Il a d'ailleurs mis en garde les maires en clôture de leur congrès : « En cas d'absence d'adoption d'un budget », il n'y aurait « aucune dotation d'investissement » versée en 2026.

C'est ce qu'il s'était déjà passé l'an dernier lorsque le pays a fonctionné quelques semaines avec une loi spéciale. Si la DGF avait bien été versée sur la base de son montant et des règles d'attribution de l'année 2024 – tout comme les dotations de solidarité urbaine (DSU) et rurale (DSR) –, les subventions avaient été suspendues et seuls les paiements des précédents engagements avaient été assurés. Dans cette hypothèse, les élus locaux bénéficieraient de la DSIL ou de la DETR pour leurs dépenses déjà engagées, mais ils seraient contraints d'attendre l'adoption d'un budget 2026 pour percevoir ces dotations sur leurs nouvelles dépenses.

Pour qu'il voie le jour, le projet de loi spéciale devrait, en théorie, être présenté avant le 19 décembre. Mais il s'agit d'un « parachute de dernier ressort », a prévenu la ministre des Comptes publics. Cet « outil » permet d'éviter « le défaut » de paiement de l'État et des collectivités en continuant à payer les créanciers, les fonctionnaires, les politiques sociales, mais il ne permet « pas d'économies, pas d'investissements », a martelé la ministre, en estimant que ce type de texte « met dans une position où on s'affaiblit nous-mêmes ».

D'autant que le problème principal ne sera pas résolu, les débats parlementaires devant in fine reprendre en début d'année afin de trouver un budget pour 2026

## Les orientations budgétaires pour 2026

Le coeur des orientations budgétaires vise à stabiliser la capacité d'autofinancement du budget principal de la commune tout en maintenant inchangé les taux de fiscalité. Ces tendances restent complexes du fait du niveau étal des recettes réelles de fonctionnement constaté sur les 4 derniers exercices.

Ces orientations nécessitent donc un travail permanent, devant être partagé par tous, axé en particulier sur les dépenses réelles de fonctionnement dont l'augmentation au titre des 4 derniers exercices est inférieure à 1 % par an.

Cette volonté budgétaire n'a pour autre stratégie que de poursuivre un programme ambitieux d'investissements.

TONNERRE doit maintenir son rôle de pôle de centralité d'un territoire rural fragile dont le périmètre s'étend sur trois départements et deux régions.

Cette ambition, au service des 22 000 habitants résidant sur cette zone d'attractivité, passe principalement par la rénovation urbaine du centre-ville et des principales voies d'accès, la mise à disposition d'équipements structurants, une politique d'action sociale tenant compte de la situation économique du territoire et une préservation des services publics qui le structurent.

Elle doit également s'appuyer sur une complémentarité avec la politique menée par la communauté de communes.

### Synthèse des principales prévisions budgétaires pour 2025 :

- **Budget de fonctionnement** : **6,819 M€** dont report : 77 K€ (Budget 2025 avant DM n° 4 : **7,158 M€** dont report : 230 K€)
  - Dépenses de personnel : **2,760 M€** (+ 77 K€ par rapport à l'exécution prévisionnelle 2025)
  - Dépenses à caractère général : **1,473 M€** (- 71,7 K€ par rapport à l'exécution prévisionnelle 2025)
  - Dépenses de soutien : **0,982 M€** (+ 4,4 K€ par rapport à l'exécution prévisionnelle 2025)
  - Recettes fiscales : **4,314 M€** (+ 45 K€)
  - Dotations : **1,555 M€** (- 18 K€)
  - Produits services et immeubles : **0,665 M€** (- 13 K€)
- **Autofinancement** :
  - Capacité d'autofinancement brute à périmètre constant : **CA 2025 : 1 229 000€ / BP 2026 : 1 096 000€**
  - Capacité d'autofinancement nette à périmètre constant : **CA 2025 : 590 000€ / BP 2026 : 487 000€** (pour mémoire **CA 2019 : 81 753€**)
- **Dette** :
  - Nouvel emprunt 2025 : **500 000€**.
  - Annuité : **708 780€** dont 608 780€ de remboursement en capital
  - Niveau d'encours de la dette au 31-12-2026 (budget principal) : **4,22 M€** (au 31-12-2019 : 5,458 M€).
- **Budget d'investissement** (budget principal) : **2,38 M€** de dépenses réelles dont **107 K€** effectués en régie

**Les recettes réelles de fonctionnement**

Vue d'ensemble	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P.	Budget 2026
013 – Atténuation de charges	3 776 €	6 746 €	14 533 €	5 386 €	21 155 €	8 823 €	5 000 €
70 – Produits des services	224 487 €	222 026 €	314 800 €	455 459 €	471 565 €	534 672 €	515 600 €
73 – Impôts et taxes	3 806 722 €	3 878 522 €	3 962 891 €	4 207 447 €	4 283 854 €	4 247 324 €	4 314 578 €
74 – Dotations, subventions et participations	1 691 467 €	1 656 786 €	1 683 798 €	1 969 198 €	1 584 849 €	1 574 155 €	1 555 615 €
75 – Autres produits de gestion courante	117 225 €	130 433 €	123 320 €	205 513 €	197 394 €	192 974 €	150 000 €
76 – Produits financiers	24 €	21 €	20 €	29 €	266 €	42 €	150 €
77 – Produits exceptionnels	23 824 €	342 880 €	24 216 €	17 163 €	1 563 €	2 259 €	2 000 €
78 – Reprises sur provisions (opérations semi budgétaires)					68 625 €	42 415 €	0 €
<b>Fonctionnement courant</b>	<b>5 867 524 €</b>	<b>6 237 413 €</b>	<b>6 123 680 €</b>	<b>6 860 195 €</b>	<b>6 629 271 €</b>	<b>6 602 664 €</b>	<b>6 542 943 €</b>
Recettes spécifiques		-321 604 €		-233 339 €	-68 625 €	-42 415 €	0 €
<b>Périmètre constant</b>	<b>5 864 524 €</b>	<b>5 915 809 €</b>	<b>6 123 680 €</b>	<b>6 551 200 €</b>	<b>6 560 646 €</b>	<b>6 560 249 €</b>	<b>6 542 943 €</b>
<b>% d'évolution par année des RRF sur la période 2023-2026</b>						<b>-0,03 %</b>	

Concernant les **recettes spécifiques**, la ville de Tonnerre a enregistré dans ses écritures :

- en **2021**, un legs consenti par madame Gillot, d'un montant de **321 604€** destiné à financer les travaux dans le cimetière Saint-Pierre.
- en **2023**, une participation versée par le Ministère de l'économie et des finances au titre du filet inflation 2022 d'un montant de **233 339€** en atténuation de l'augmentation du coût des fluides supportée par la ville de Tonnerre au titre de cet exercice.
- en **2024**, une reprise sur provision constatée antérieurement à hauteur de **68 625€**.
- en **2025**, une reprise sur provision constatée antérieurement à hauteur de **42 415€**.

**Tendances:**

Les diminutions constatées en 2020 et 2021 résultent de la crise sanitaire.

Les progressions en 2023 et 2024 sont la conséquence de la variation des bases des impôts locaux ainsi que l'enregistrement sur le budget principal de participations devant être reversées au pôle social.

Egalement par une bonne progression des recettes « Piscine » du fait de l'augmentation des tarifs à destination des entités publiques utilisatrices même si cette tendance s'infléchit en 2025 du fait de nouvelles préconisations de l'éducation nationale et de l'ouverture d'une piscine de Saint-Florentin..

Egalement, en 2025 et 2026, par une prise en compte des demandes de la ville de Tonnerre dans le cadre de la révision libre des attributions de compensation s'agissant de la ZA de Vauplaine, de l'aire d'accueil des gens du voyage et des charges partagées à caractère général liées à l'exercice de la compétence scolaire.

A périmètre constant, Les produits de fonctionnement courant sont stables sur la période 2013 – 2026.

**Au budget 2026**, les impôts et taxes représentent **66%** des recettes réelles de fonctionnement, les dotations **24%** et les produits des services **10%**.

**La Fiscalité Directe Locale**

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
<b>Montant pris en charge au 7311</b>	2 860 458 €	2 926 605 €	2 988 869 €	3 193 067 €	3 316 730 €	3 290 805 €	3 335 643 €
Atténuation de produits	-259 303 €	-263 346 €	-262 069 €	-276 204 €	-269 711 €	-304 248 €	-275 000 €
<b>Impôts directs locaux</b>	<b>2 601 155 €</b>	<b>2 663 259 €</b>	<b>2 726 800 €</b>	<b>2 916 863 €</b>	<b>3 047 019 €</b>	<b>2 986 557 €</b>	<b>3 060 643 €</b>
<b>Taux de la fiscalité</b>							
Taux de la TFpB techniquement majoré en 2021 du taux départemental suite à la suppression de la taxe d'habitation.	22,45 %	44,29 % dont 21,84% (taux départ.)	44,29 % dont 21,84% (taux départ.)	44,29 % dont 21,84% (taux départ.)	44,29 % dont 21,84% (taux départ.)	44,29 % dont 21,84% (taux départ.)	44,29 % dont 21,84% (taux départ.)
Taux de la TFpNB	53,14 %	53,14 %	53,14 %	53,14 %	53,14 %	53,14 %	53,14 %
Taux de la TH (RS et THLV à compter 2021)	25,80 %	25,80 %	25,80 %	25,80 %	25,80 %	25,80 %	25,80 %
<b>Bases</b>							
Base de la Taxe foncière sur les propriétés bâties	6 085 171	5 638 465	5 790 292	6 139 064	6 334 284	6 459 412	6 556 303
Base de la Taxe foncière sur les propriétés non bâties	198 882	201 937	212 190	228 903	241 759	217 411	220 672
Base de la Taxe d'habitation	5 044 357						
Base Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		624 716	615 921	692 727	590 701	602 515	611 553
Base Taxe d'habitation sur les logements vacants		206 658	161 678	268 585	498 869	232 213	235 696

En 2023, les bases progressent de 7 % du fait de la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales. Pour les années 2024 et 2025, cette revalorisation est respectivement estimée à 5,5 % et 2 %. Le budget 2026 a été construit sur la base d'une revalorisation à 1,5 % conforme à l'ICPH (indice des prix à la consommation) prévisionnel de novembre 2025. **Les taux de la fiscalité locale demeurent inchangés depuis 2018.**

Composition de la fiscalité directe locale	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025	Budget 2026
7311 – Taxes foncières – Propriétés bâties	1 370 759 €	2 519 206 €	2 588 861 €	2 732 296 €	2 814 734 €	2 865 559 €	2 903 787 €
7311 – Taxes foncières – Propriétés non bâties	105 686 €	107 309 €	112 758 €	121 639 €	128 471 €	115 532 €	117 285 €
7311 – Taxe d'habitation	1 301 444 €						
7311 – Taxe d'habitation des résidences secondaires		161 177 €	158 908 €	178 724 €	152 401 €	155 449 €	157 781 €
7311 – Taxe d'habitation – Logements vacants	72 549 €	53 318 €	41 713 €	69 295 €	128 708 €	59 911 €	60 810 €
7311 – Coefficient correcteur	10 020 €	84 229 €	84 229 €	89 160 €	91 865 €	93 547 €	93 547 €
7311 – Taxe sur les friches commerciales	0 €	1 366 €	2 400 €	1 953 €	551 €	807 €	1 000 €
<b>Total</b>	<b>2 860 458 €</b>	<b>2 926 605 €</b>	<b>2 988 868 €</b>	<b>3 193 067 €</b>	<b>3 316 730 €</b>	<b>3 290 805 €</b>	<b>3 334 210 €</b>

**Autres éléments du chapitre « Impôts et taxes »**

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
Autres impôts locaux – rôles supplémentaires	7 654 €	5 337 €	3 240 €	320 €	3 934 €	624 €	2 000 €
Attribution de compensation	574 435 €	574 435 €	574 435 €	574 435 €	574 435 €	574 435 €	574 435 €
Fonds de péréquation des ressources communales	59 538 €	60 507 €	62 368 €	59 365 €	56 837 €	52 608 €	55 000 €
Fonds départemental des DMTO	74 751 €	75 947 €	82 729 €	91 580 €	59 940 €	62 901 €	55 000 €
Nombre de DIA	95	134	121	116	89	80 (au 24-11)	
Utilisation du domaine public (droits de place des marchés)	16 300 €	18 391 €	19 048 €	16 058 €	14 557 €	15 000 €	15 000 €
Taxes sur les pylônes électriques	78 833 €	80 631 €	82 739 €	86 800 €	95 294 €	100 285 €	105 000 €
Taxe sur la consommation finale d'électricité	103 367 €	109 358 €	112 653 €	150 866 €	116 449 €	105 021 €	120 000 €
Taxes spécifiques liées aux activités (TLPE)	31 385 €	27 311 €	35 787 €	34 885 €	37 658 €	41 426 €	45 000 €
Fiscalité reversée par CCLTB	0 €	0 €	0 €	0 €	7 950 €	4 218 €	7 500 €

Depuis la mise en place de la fiscalité professionnelle unique (2016), le reversement au titre des attributions de compensation demeure inchangé. A noter, le bon niveau du fonds départemental des DMTO perçu en 2025, largement supérieur à la prévision inscrit au budget (50 000€).

**Evolution de la fiscalité professionnelle sur le territoire communautaire depuis sa mise en place :**

	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Part Tonnerre (2022)
CFE	895 000€	895 595€	947 472€	926 481€	768 174€	646 675 €	655 745 €	371 663 €
Taxe Additionnelle F.N.B	25 000€	27 435€	27 060€	27 705€	28 013€	27 886 €	28 812 €	5 453 €
CVAE	463 680€	555 157€	509 264€	490 291€	513 917€	484 058 €	465 442 €	249 722 €
IFER	226 543€	238 063€	313 311€	336 743€	364 439€	364 352 €	428 832 €	186 964 €
TASCOM	217 330€	277 257€	205 559€	226 997€	201 596€	216 361 €	231 472 €	215 664 €
Part salaire 2014	612 765€	595 738€	583 298€	569 905€	559 485€	548 466 €	536 435 €	510 989 €
Compensation CFE	3 247€	854 €	857 €	19 533€	152 974€	134 846 €	85 899 €	85 899 €
<b>Total</b>	<b>2 443 565 €</b>	<b>2 590 099 €</b>	<b>2 586 821 €</b>	<b>2 597 655 €</b>	<b>2 588 598 €</b>	<b>2 422 644 €</b>	<b>2 432 637 €</b>	<b>1 626 354 €</b>
								<b>66,85 %</b>

→ Sur la période 2016 – 2022, la fiscalité professionnelle perçue sur le territoire est atone et la CFE diminue au profit d'une compensation dégressive. En 2022, les entreprises et commerces implantés à Tonnerre participent à la fiscalité professionnelle du territoire communautaire à hauteur de 67%.

→ Les compétences transférées financées par la FPU se rapportent au domaine scolaire, à l'accueil de loisir, à la ZA de Vauplaine et à l'aire d'accueil des gens du voyage.

→ La ville, depuis 2020, demande la révision des prélèvements opérés au titre de ces compétences. La révision libre des attributions de compensation engagée par la communauté de communes en 2025 ouvre l'éventualité d'une mise en place d'un pacte fiscal sur le territoire communautaire.

### Les dotations

Evolution de la population légale	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
TONNERRE	4 761	4 654	4 546	4 508	4 468	4 433	
52 Communes appartenant à la CCLTB	16 649	16 325	15 962	15 792	15 649	15 581	

Dotation Globale de Fonctionnement	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
Dotation forfaitaire	527 356 €	513 049 €	503 750 €	500 565 €	496 959 €	492 611 €	492 611 €
Dotation de solidarité rurale – Bourg Centre	311 798 €	323 645 €	334 157 €	357 029 €	375 732 €	385 297 €	385 297 €
Dotation de solidarité rurale – Péréquation	79 039 €	80 131 €	80 060 €	92 809 €	101 684 €	121 375 €	121 375 €
Dotation de solidarité rurale – Cible	119 181 €	131 261 €	142 921 €	143 703 €	147 005 €	152 792 €	152 792 €
Dotation de solidarité urbaine	217 891 €	193 681 €	169 471 €	145 261 €	121 051 €	96 840 €	96 840 €
Dotation Nationale de Péréquation	102 872 €	97 188 €	90 100 €	83 729 €	78 327 €	73 402 €	73 402 €
Dotation aux élus	0 €	0 €	0 €	0 €	163 €	163 €	163 €
Attributions de péréquation et de compensation	233 219 €	146 023 €	149 009 €	158 032 €	163 426 €	166 634 €	166 634 €
<b>Total</b>	<b>1 591 356 €</b>	<b>1 484 978 €</b>	<b>1 469 468 €</b>	<b>1 481 128 €</b>	<b>1 484 347 €</b>	<b>1 489 114 €</b>	<b>1 489 114 €</b>

Autres Dotations	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
744 – FCTVA	5 099 €	1 638 €	11 979 €	4 392 €	5 348 €	6 464 €	5 000 €
746 – Dotation Générale de Décentralisation	0 €	0 €	0 €	0 €	21 084 €	0 €	0 €
747 – Autres dotations	86 432 €	127 136 €	180 041 €	234 838 €	60 343 €	62 419 €	47 500 €
7484 – Dotation de recensement	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 739 €	0 €
7485 – Dotation pour les titres sécurisés	8 580 €	8 580 €	8 580 €	14 000 €	13 726 €	9 500 €	14 000 €
7488 – Autres attributions et participations	0 €	34 454 €	13 730 €	234 839 €	0 €	0 €	0 €

→ Sur la période 2020-2026, la population légale diminue de **7 %** et la Dotation Globale de Fonctionnement de **6,42 %**. Le budget 2026 a été construit avec une DGF identique à celle attribuée en 2025. Ce choix s'explique, en particulier, par les annonces gouvernementales concernant les critères de répartition des composantes de la dotation globale de fonctionnement et tient compte d'une éventuelle baisse de la population.

→ S'agissant des autres dotations (C/ 747), les variations s'expliquent par une diminution des financements des emplois aidés (2022), l'encaissement du contrat d'intégration territorial et des prestations CAF à reverser au pôle social (2023), un transfert à l'article 708, à compter de 2023, des participations versées par le CD89 pour l'utilisation des installations sportives et un financement attribué par la Banque des territoires en soutien à des contrats de prestation à vocation économique (2025).

→ La recette enregistrée au C/7488 (2023) se rapporte au filet inflation 2022.

**Les autres recettes réelles de fonctionnement**

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
Vente de récoltes et produits forestiers	12 368 €	14 939 €	13 027 €	18 341 €	11 463 €	36 522 €	32 000 €
Recettes Domaine public (Concessions et red. funéraires - Occupation dom. public - Bail de chasse)	25 281 €	18 208 €	38 828 €	40 324 €	34 449 €	37 547 €	35 000 €
Recettes des services (Culture – Sport – Loisirs - Autres)	74 744 €	103 752 €	161 782 €	219 107 €	220 960 €	200 000 €	237 000 €
Refacturation BA, GFP, CD 89 (ac 2023), Divers.	112 094 €	85 126 €	101 161 €	177 687 €	204 693 €	260 603 €	211 600 €
<b>Total chapitre 70</b>	<b>224 487 €</b>	<b>222 026 €</b>	<b>314 798 €</b>	<b>455 459 €</b>	<b>471 565 €</b>	<b>534 672 €</b>	<b>515 600 €</b>
75 - Autres produits de gestion courante dont locations	117 225 €	130 433 €	123 320 €	205 512 €	197 394 €	192 974 €	150 000 €
<b>Total des autres recettes de fonctionnement</b>	<b>341 712 €</b>	<b>352 459 €</b>	<b>438 118 €</b>	<b>660 971 €</b>	<b>668 959 €</b>	<b>727 646 €</b>	<b>665 600 €</b>

Détail de la ligne « Recettes des services »	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
Bibliothèque	2 409 €	2 279 €	2 280 €	2 794 €	3 135 €	3 000 €	3 500 €
Les Millésimes		6 081 €					
Académie de musique			21 497 €	28 157 €	34 672 €	38 188 €	42 000 €
Piscine (sauf participation CD 89) - Tennis	64 371 €	92 835 €	131 625 €	185 896 €	177 378 €	153 812 €	180 000 €
Famille	1 672 €						
Patinoire	2 402 €		4 665 €	49 €			
Transports	2 854 €						
Port de plaisance	621 €	1 890 €	1 372 €	1 865 €	3 694 €	5 000 €	10 000 €
Autres	415 €	667 €	343 €	346 €	2 000 €	0 €	1 500 €
<b>Total</b>	<b>74 744 €</b>	<b>103 752 €</b>	<b>161 782 €</b>	<b>219 107 €</b>	<b>220 879 €</b>	<b>200 000 €</b>	<b>237 000 €</b>

- ➔ Le niveau des recettes du chapitre 70 constaté en 2020, 2021 et 2022 est la conséquence de la crise sanitaire. Sur la période 2023-2026, les recettes de ce chapitre sont stables.
- ➔ L'augmentation des refacturations à compter de 2023 s'explique principalement par la modification d'une imputation budgétaire du fait du changement de nomenclature (participation CD 89 au titre des installations sportives imputée au 708 à compter de 2023) et par l'augmentation des écritures croisées entre les budgets, principalement du fait des travaux en régie. Le pic de 2025 s'explique par l'aboutissement du dossier ZA de Vauplaine.
- ➔ L'augmentation des autres produits de gestion courante, à partir de 2023, s'explique par les nouveaux loyers versés sur le parc photovoltaïque et par l'évolution de la nomenclature intégrant, au chapitre 75, la plupart des produits exceptionnels. La baisse en 2026 s'explique par l'évolution des loyers encaissés, en particulier celui de la DDFIP 89.

### Les dépenses réelles de fonctionnement

Vue d'ensemble	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
011 – Charges à caractère général	1 382 426 €	1 287 832 €	1 603 607 €	1 316 351 €	1 449 436 €	1 505 414 €	1 433 700 €
012 – Charges de personnel	2 543 692 €	2 300 335 €	2 465 633 €	2 513 855 €	2 586 079 €	2 682 133 €	2 760 000 €
014 – Atténuation de produits	259 303 €	263 346 €	262 069 €	276 204 €	269 711 €	304 248 €	275 000 €
65 – Autres charges de gestion courante	623 881 €	711 709 €	745 150 €	1 058 167 €	1 028 703 €	977 651 €	982 000 €
66 – Charges financières	99 503 €	85 201 €	80 747 €	95 431 €	99 887 €	100 818 €	100 000 €
67 – Charges exceptionnelles (transfert au 65 à/c 2023)	229 612 €	200 035 €	216 195 €	4 098 €	673 €	3 413 €	3 700 €
68 – Dotations aux provisions (opérations semi budgétaires)				36 986 €	5 429 €	25 000 €	25 000 €
<b>Fonctionnement courant</b>	<b>5 138 416 €</b>	<b>4 848 459 €</b>	<b>5 373 401 €</b>	<b>5 301 092 €</b>	<b>5 439 918 €</b>	<b>5 598 677 €</b>	<b>5 579 400 €</b>
<b>Provisions</b>				<b>-36 986 €</b>	<b>-5 429 €</b>	<b>-25 000 €</b>	<b>-25 000 €</b>
<b>Dépenses spécifiques</b>				<b>96 684 €</b>	<b>-96 684 €</b>	<b>-42 416 €</b>	
<b>Périmètre constant</b>	<b>5 138 416 €</b>	<b>4 848 459 €</b>	<b>5 373 401 €</b>	<b>5 360 790 €</b>	<b>5 337 805 €</b>	<b>5 531 261 €</b>	<b>5 554 400 €</b>
<b>% d'évolution par année des DRF sur la période 2023-2026</b>				<b>0,90 %</b>			

Concernant les opérations spécifiques affectant le fonctionnement courant, la ville de Tonnerre a enregistré dans ses écritures :

- en 2023, 2024, 2025 et 2026, des provisions pour risques.
- en 2023 et 2024, l'effet traité de manière extra comptable de la transaction avec EDF sur la facturation 2023..
- en 2025, le règlement du litige au titre de la redevance incitative financé par une reprise sur provisions enregistrée pour le même montant..

#### Tendances :

- ➔ A périmètre constat, les charges de fonctionnement courant progressent sur la période 2023–2026 de **3,61 %** soit **0,90 %** par an malgré la crise énergétique et le niveau de l'inflation projetée sur les autres dépenses à caractère général.
- ➔ L'évolution constatée au budget 2026 provient de l'évolution des charges à caractère général, en baisse du fait de la diminution du volume des travaux en régie et de la masse salariale, en hausse du fait du maintien des effectifs.
- ➔ Au budget 2026, les charges de personnel représentent **49 %** des charges réelles de fonctionnement, les charges de gestion courante **26 %**, celles de soutien **17,7 %**, les atténuations de produits **5 %** et les charges financière **1,8 %**.

### Analyse de la masse salariale

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
<b>Charges de personnel – Budget principal</b>	2 543 692 €	2 300 335 €	2 465 633 €	2 513 854 €	2 586 079 €	2 682 133 €	2 760 000 €
Atténuation de charges	- 3 775 €	- 6 745 €	- 14 533 €	-5 385 €	21 155 €	-8 823 €	5 000 €
<b>Indicateurs de gestion du budget principal</b>							
% masse salariale (012 - 013) / impôts et taxes (73 -014)	71,60 %	63,44 %	66,23 %	63,81 %	63,90 %	67,80 %	68,20 %
% masse salariale / (DRF – Travaux en régie)	49,43 %	47,31 %	45,99 %	49,41 %	49,50 %	50,14 %	50,44 %
<b>Pour information</b>							
<b>Charges de personnel – Budget Cinéma</b> sauf MAD	24 357 €	43 887 €	54 421 €	44 862 €	60 863 €	72 410 €	80 000 €
<b>Charges de personnel – Budget Pôle social</b> sauf MAD	142 769 €	238 330 €	272 511 €	214 555 €	258 048 €	271 520 €	281 135 €

Au budget 2025, les dépenses prévisionnelles de personnel étaient estimées à hauteur de **2,750 M€**. Le compte financier provisoire 2025 constate une dépense de **2,682 M€**.

Au budget 2026, la prévision s'établit à **2,76 M€**, soit une variation de **77,86 K€** se détaillant comme suit :

Dans son projet de loi de financement de la sécurité sociale, le Gouvernement maintient la **hausse de 4 points des cotisations des employeurs territoriaux** pour combler le déficit de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (soit une charge pour le budget principal de l'ordre de 38 000€).

Par ailleurs, le Gouvernement a décidé de rendre obligatoire la **participation financière des employeurs publics** aux dépenses engagées par leurs agents pour la souscription d'une **mutuelle santé** (en complément du régime de la sécurité sociale) et/ou d'une **mutuelle prévoyance** (pour le maintien de salaire en cas d'arrêt maladie prolongé). Les obligations pour les employeurs territoriaux interviennent selon le calendrier suivant : 1er janvier 2025, obligation de participer aux contrats prévoyance à hauteur minimum de 7€ par mois et 1er janvier 2026, obligation de participer aux contrats santé à hauteur minimum de 15€ par mois.

Le Comité Social Territorial de la commune a proposé de retenir (par agent éligible) : 15€ pour la prévoyance (a/c du 1<sup>er</sup> janvier 2025) et 30€ pour la santé (a/c du 1<sup>er</sup> septembre 2025).

Ainsi, les mesures imposées par l'État pour 2026 s'élèvent à **38 000€**, celles se rapportant au recrutement du fait d'agents partant en retraite sont estimées à **zéro** (recrutement d'agents aux services techniques et à la médiathèque), celles liées à la PSC génèrent un coût de l'ordre de **10 000€** et celles liées au déroulement de la carrière des agents à **30 000€** (en solde).

**Tableau des emplois au 1<sup>er</sup> janvier 2026**

Au 1er janvier 2026												
Rattachement	Nombre d'agents	Agents exerçant dans les services au 1er janvier 2026						Tableau des emplois (en ETP)				
		Hommes	Femmes	Titulaires	Contractuels	A	B	C	ETP	Pourvus	Vacants	Commentaires
<b>VILLE</b>	<b>62</b>	<b>33</b>	<b>29</b>	<b>49</b>	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>48</b>	<b>58,69</b>	<b>57,18</b>	<b>1,51</b>	
Filière administrative	16	2	14	12	2	3	2	11	15,8	15,5	0,3	2 temps partiels de droit
Filière technique	35	25	10	29	6	0	1	34	34,27	33,27	1	Recrutement à venir
Filière sportive	6	4	2	3	3	0	6	0	4,22	4,01	0,21	
Filière culturelle	3	0	3	3	0	0	2	1	2,4	2,4	0	
Filière police	2	2	0	2	0	0	0	2	2	2	0	
Filière médico-sociale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Filière animation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Renfort divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>CINEMA</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	
Filière technique	3	2	1	1	2	0	0	3	2	2	0	
<b>CCAS</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>5,8</b>	<b>0,2</b>	
Filière administrative	3	0	3	3	0	0	0	3	3	2,8	0,2	1 temps partiel
Filière animation	1	0	1	1	0	0	0	1	1	1	0	
Filière médico-social	2	0	2	1	1	2	0	0	2	2	0	
<b>TOTAL</b>	<b>71</b>	<b>35</b>	<b>36</b>	<b>55</b>	<b>14</b>	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>55</b>	<b>66,69</b>	<b>64,98</b>	<b>1,71</b>	

**Evolution des effectifs de la commune**

	Evolution des effectifs (Nombre / ETP)										
	Administratif	CCAS	Centre social	Cinéma	Etat civil / Accueil	Médiathèque	Police	Sports	Techniques	Total	ETP
01.2019	14	3	3	2	3	5	2	13	29	74	69,8
01.2020	12	3	3	1	3	5	3	14	27	71	66,6
01.2021	12	3	2	1	3	5	2	12	25	65	61
01.2022	11	3	3	2	4	5	2	12	27	69	64,87
01.2023	12	2	3	1	4	4	2	12	26	66	61,8
01.2024	12	2	3	2	4	4	2	12	27	68	63,77
01.2025	11	3	3	2	3	5	2	12	28	69	64,63
01.2026	11	3	3	3	3	5	2	12	29	71	66,69

**Les charges à caractère général**

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
<b>Chapitre globalisé 011</b>	1 382 426 €	1 287 832 €	1 603 607 €	1 316 351 €	1 449 436 €	1 505 414 €	1 433 700 €

En 2026, l'enveloppe des charges à caractère général est provisionnée à hauteur de 1,433 M€, en baisse comparée à celle des exercices 2024 et 2025..

Elle évolue de la manière suivante :

- ✓ Baisse des crédits attribués aux services techniques du fait de la diminution des achats de matériels pour les travaux en régie
- ✓ Stabilité des coûts se rapportant aux fluides.
- ✓ Positionnement à un niveau élevé des crédits liés aux fêtes et cérémonies et à la communication.

Le détail regroupé des dépenses du chapitre 011	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
Achats et contrats de prestations	19 121 €	25 526 €	42 408 €	86 732 €	107 952 €	95 613 €	102 000 €
Services techniques et sports	251 572 €	214 485 €	167 929 €	303 563 €	284 708 €	277 505 €	211 400 €
Fluides	631 814 €	550 898 €	920 893 €	491 837 €	584 781 €	610 577 €	617 500 €
Fêtes et cérémonies, Foire, Réceptions, Publications	60 944 €	78 192 €	62 160 €	56 063 €	69 137 €	63 726 €	78 000 €
Habillement, fournitures administratives, livres	23 562 €	22 530 €	22 493 €	25 484 €	28 924 €	27 575 €	26 000 €
Locations et charges locatives	38 768 €	48 199 €	47 887 €	33 195 €	43 739 €	47 748 €	47 000 €
Maintenance	126 392 €	111 792 €	107 057 €	122 802 €	112 538 €	120 557 €	120 000 €
Assurances hors celle du personnel	37 070 €	37 788 €	39 097 €	32 703 €	40 145 €	50 074 €	52 000 €
Colloques, Etudes, Documentation, Formation, Annonces	16 753 €	16 559 €	16 730 €	18 071 €	17 082 €	19 185 €	15 000 €
Transports et missions	45 607 €	36 854 €	48 668 €	65 921 €	61 577 €	57 012 €	60 500 €
Honoraires, conseils, contentieux, services bancaires	20 700 €	9 679 €	4 557 €	2 403 €	4 316 €	4 873 €	7 000 €
Affranchissement et télécommunications	28 244 €	33 077 €	29 573 €	25 284 €	22 867 €	23 024 €	24 800 €
Concours et redevances	48 811 €	52 344 €	60 502 €	26 023 €	44 869 €	79 562 €	45 500 €
Impôts	33 069 €	49 910 €	33 652 €	26 272 €	26 801 €	28 383 €	27 000 €

Envoyé en préfecture le 15/12/2025

Reçu en préfecture le 15/12/2025

Publié le

ID : 089-218904183-20251215-DL25\_168-DE

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	CA 2026
<b>011 - Charges à caractère général</b>	<b>1 382 425,99 €</b>	<b>1 287 832,49 €</b>	<b>1 603 607,08 €</b>	<b>1 316 351,43 €</b>	<b>1 449 436,52 €</b>	<b>1 505 414,31 €</b>	<b>1 433 700,00 €</b>
60228 – Autres fournitures consommables			10 071,05 €				
6042 – Achat de prestations de service	586,00 €	-00 €		11 660,81 €	22 434,01 €	9 924,17 €	12 000,00 €
605 – Achats de matériel, équipements	16 860,81 €	1 008,27 €	19 932,48 €				
60611 – Eau et assainissement	101 056,67 €	86 474,97 €	124 803,87 €	46 703,05 €	62 214,23 €	59 889,01 €	65 000,00 €
60612 – Énergie – Électricité	314 693,39 €	279 230,09 €	362 887,75 €	252 690,51 €	294 289,06 €	247 507,13 €	260 000,00 €
60613 – Chauffage urbain	188 569,50 €	153 252,63 €	397 449,12 €	161 506,66 €	195 587,79 €	269 878,05 €	260 000,00 €
60621 – Combustibles	6 525,17 €	7 693,46 €	8 500,38 €		175,85 €	2 641,32 €	2 500,00 €
60622 – Carburants	20 969,08 €	24 247,27 €	27 252,13 €	30 937,20 €	32 514,58 €	30 661,91 €	30 000,00 €
60623 – Alimentation	2 097,83 €	768,76 €	2 110,80 €	1 640,47 €	2 318,20 €	2 116,09 €	2 000,00 €
60624 – Produits de traitement	64,05 €	413,98 €	9 185,43 €	18 709,06 €	13 527,39 €	13 497,94 €	12 000,00 €
60628 – Autres fournitures non stockées (plantations)	300,54 €	609,46 €	10 413,89 €	8 405,30 €	14 925,65 €	8 019,55 €	12 000,00 €
60631 – Fournitures d'entretien – Divers	40 206,77 €	29 375,59 €	10 756,91 €	10 124,40 €	12 779,42 €	16 234,08 €	12 000,00 €
60632 – Fournitures de petit équipement	11 928,84 €	7 793,17 €	33 430,07 €	155 801,52 €	120 086,73 €	125 309,35 €	80 400,00 €
60633 – Fournitures de voirie	13 423,58 €	9 795,79 €	7 377,29 €	15 171,64 €	26 198,98 €	7 882,57 €	25 000,00 €
60636 – Habillement et vêtements de travail	12 199,22 €	8 944,46 €	9 222,72 €	12 249,84 €	14 533,58 €	13 592,81 €	12 000,00 €
6064 – Fournitures administratives	4 851,20 €	4 874,00 €	5 270,39 €	5 314,65 €	6 100,75 €	6 338,73 €	6 000,00 €
6065 – Livres, disques, cassettes (médiathèque)	6 511,94 €	8 711,09 €	7 999,93 €	7 919,74 €	7 939,43 €	7 590,63 €	8 000,00 €
60661 – Médicaments					38,30 €	36,36 €	0,00 €
60668 – Autres produits pharmaceutiques					312,01 €	16,71 €	0,00 €
6068 – Autres matières et fournitures	59 512,89 €	19 946,69 €	5 773,86 €	588,33 €	548,80 €	778,81 €	1 000,00 €
611 – Contrats de prestations de services	18 534,89 €	25 525,92 €	32 337,00 €	75 070,85 €	85 517,65 €	85 688,36 €	90 000,00 €
6132 – Locations immobilières	20 930,98 €	21 639,66 €	19 171,75 €	6 268,58 €	10 652,94 €	11 253,07 €	12 000,00 €
61351 – Locations matériel roulant					12 825,45 €	1 483,01 €	2 000,00 €
61358 – Locations mobilières	7 781,89 €	12 057,81 €	13 952,81 €	15 642,68 €	14 495,28 €	19 663,40 €	20 000,00 €
614 – Charges locatives	10 055,48 €	14 501,71 €	14 779,56 €	11 283,83 €	18 591,24 €	16 831,03 €	15 000,00 €
61521 – Entretien de terrains	8 892,55 €	9 379,71 €	8 463,48 €	16 952,34 €	16 038,58 €	27 514,36 €	2 000,00 €
61522 – Entretien, réparations bâtiments publics	29 068,35 €	14 694,04 €	7 169,85 €	19 201,30 €	12 812,01 €	14 890,41 €	6 000,00 €
615228 – Autres bâtiments					0,00 €	1 013,77 €	0,00 €
615231 – Entretien, réparations voiries	4 072,54 €	41 148,77 €	672,00 €	15 703,85 €	18 881,68 €	27 035,78 €	27 000,00 €
615232 – Entretien, réparations réseaux dont réseau électrique	12 348,00 €	35 263,98 €	5 448,39 €	5 028,65 €	8 351,28 €	2 748,60 €	5 000,00 €
61524 – Bois et forêts					1 509,68 €	1 669,06 €	2 000,00 €
61551 – Entretien matériel roulant	43 464,17 €	42 066,16 €	46 708,80 €	29 654,92 €	25 118,82 €	29 194,09 €	25 000,00 €
61558 – Entretien autres biens mobiliers	11 428,86 €	2 989,20 €	2 596,60 €	8 221,21 €	1 103,51 €	234,00 €	0,00 €
6156 – Maintenance	126 391,81 €	111 791,70 €	107 057,06 €	122 801,91 €	112 538,20 €	120 556,70 €	120 000,00 €
6161 – Assurances – Multirisques	37 069,50 €	30 172,33 €	30 993,80 €	24 977,33 €	31 342,39 €	41 407,89 €	42 000,00 €
6168 – Assurances – Autres		7 615,82 €	8 103,52 €	7 725,24 €	8 802,46 €	8 666,11 €	10 000,00 €
617 – Études et recherche	871,00 €	2 284,50 €	5 356,68 €	2 728,40 €	780,00 €	0,00 €	1 500,00 €
6182 – Documentation générale et technique	3 309,54 €	4 305,00 €	4 675,20 €	1 940,59 €	1 526,55 €	920,86 €	1 500,00 €
6184 – Versements à des organismes de formation	8 115,00 €	470,00 €	1 128,00 €	5 170,00 €	8 046,00 €	7 609,18 €	6 000,00 €
6185 – Frais de colloques	45,00 €	-00 €				70,00 €	0,00 €
6188 – Autres frais divers	2 426,80 €	2 133,73 €	612,00 €	-00 €			0,00 €
6225 – Indemnités aux comptable et régisseurs	324,57 €	-00 €					0,00 €
62261 – Honoraires médicaux et paramédicaux						348,00 €	0,00 €
62268 – Autres honoraires conseils	17 562,82 €	7 209,65 €	3 408,00 €	1 612,84 €	3 040,40 €	498,98 €	2 500,00 €
6227 – Frais d'actes et contentieux	1 101,45 €					2 320,00 €	2 500,00 €
6228 – Divers			425,00 €	2 953,48 €	2 991,61 €	5 216,77 €	3 000,00 €
6231 – Annonces et insertions	1 985,43 €	7 365,44 €	4 533,58 €	5 278,12 €	3 737,78 €	5 368,40 €	3 000,00 €
6232 – Fêtes et cérémonies	47 381,67 €	72 114,88 €	44 685,23 €	35 867,90 €	36 389,25 €	37 022,83 €	50 000,00 €
6233 – Foires et expositions		-00 €	1 500,00 €		5 000,00 €	1 117,51 €	0,00 €
6234 – Réception				817,28 €	797,40 €	533,50 €	1 000,00 €
6236 – Catalogues – imprimés et publication	243,23 €	419,30 €	3 480,00 €	8 614,00 €	8 183,76 €	6 890,40 €	10 000,00 €
6237 – Publications	4 478,29 €	2 172,51 €	3 739,70 €	-00 €	398,31 €		
6238 – Divers	6 296,10 €	1 171,60 €	6 283,30 €	9 123,10 €	16 049,66 €	16 046,07 €	15 000,00 €
6241 – Transports de biens		-00 €		180,60 €	104,68 €		
6247 – Transports collectifs	40 516,91 €	36 187,48 €	44 734,95 €	60 248,00 €	56 023,25 €	54 350,60 €	58 000,00 €
6248 – Divers		198,00 €		3,48 €			
6251 – Voyages et déplacements	4 995,13 €	468,44 €	3 933,40 €	5 488,93 €	5 449,52 €	2 661,15 €	2 500,00 €
6256 – Missions	95,00 €	-00 €					
6257 – Réceptions	446,50 €	1 545,40 €	361,31 €				
6261 – Frais d'affranchissement	6 501,56 €	6 177,46 €	6 900,33 €	6 232,74 €	6 269,90 €	6 526,01 €	6 800,00 €
6262 – Frais de télécommunications	21 742,69 €	26 899,14 €	22 672,48 €	19 051,23 €	16 597,03 €	16 498,02 €	18 000,00 €
627 – Services bancaires et assimilés	1 711,65 €	2 468,97 €	1 149,36 €	790,05 €	1 275,60 €	1 705,98 €	2 000,00 €
6281 – Concours divers (cotisations)	5 658,62 €	6 112,18 €	2 081,26 €	3 038,49 €	1 978,09 €	1 965,65 €	2 000,00 €
6282 – Frais de gardiennage	5 565,08 €	4 183,98 €	3 654,95 €	3 399,50 €	5 694,79 €	3 495,04 €	3 500,00 €
6283 – Frais de nettoyage des locaux						289,93 €	0,00 €
6284 – Redevances pour service rendus (Redevance incitative)	23 234,75 €	23 785,20 €	37 432,95 €	13 124,65 €	13 791,68 €	56 072,81 €	14 000,00 €
62876 – Redevances au GFP de rattachement (THD Médiathèque)	4 032,60 €	3 022,40 €	1 262,78 €				
62878 – Redevances à d'autres organismes (Gymnase lycée - Chaufferie mixte)	7 692,08 €	11 781,00 €	13 997,46 €	6 430,18 €	23 404,33 €	17 738,32 €	26 000,00 €
6288 – Redevances autres services extérieurs (Analyse eaux de baignade)	2 627,43 €	2 759,63 €	2 072,28 €	30,00 €			
63512 – Taxes foncières	30 992,00 €	33 429,00 €	32 899,00 €	26 222,00 €	26 801,00 €	28 294,00 €	27 000,00 €
63513 – Autres impôts locaux	1 976,00 €	-00 €					
6355 – Taxes et impôts sur les véhicules				50,00 €	0,00 €	60,00 €	0,00 €
6358 – Autres impôts	100,59 €	673,11 €	723,28 €	-00 €			
6378 – Autres impôts – taxes et versements assimilés		15 808,00 €	29,44 €			29,44 €	0,00 €

### Les charges de gestion courante

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
653 : Indemnités élus	98 125 €	96 347 €	101 243 €	100 554 €	97 622 €	90 975 €	100 000 €
654 : Non-valeurs	4 999 €	5 314 €	0 €	0 €	2 368 €	0 €	5 000 €
655 : Service incendie	300 749 €	303 271 €	305 179 €	310 163 €	323 904 €	330 005 €	344 000 €
657 : Subvention CCAS	141 000 €	217 000 €	225 000 €	323 434 €	164 000 €	197 000 €	180 000 €
657 : Subventions associations	74 995 €	89 726 €	113 647 €	98 175 €	109 250 €	113 350 €	120 000 €
65 : Autres charges de gestion courante	4 013 €	52 €	80 €	3 100 €	116 559 €	16 321 €	18 000 €
67 – 65 : Autres charges	28 762 €	24 116 €	18 882 €	22 703 €			
674 – 658 : Subvention ZA Ovis	151 000 €	148 117 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €
674 – 658 : Subvention Cinéma	10 023 €	27 021 €	47 313 €	50 038 €	65 000 €	80 000 €	65 000 €
674 – 658 : Subvention Camping	39 826 €	781 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total</b>	<b>853 492 €</b>	<b>911 745 €</b>	<b>961 344 €</b>	<b>1 058 167 €</b>	<b>1 028 703 €</b>	<b>977 651 €</b>	<b>982 000 €</b>

Sur la période 2020 – 2026, les charges de gestion courante augmentent de **13 %**, principalement influencées par la subvention d'équilibre versée au pôle social du fait de son nouveau périmètre. Le contingent incendie dont le niveau reste très élevé du fait de critères contestables retenus par le SDIS augmente de **14 %**. L'enveloppe destinée au financement des associations locales augmente de **60 %**. Les subventions allouées aux budgets annexes sont analysées page 19. Enfin, l'enveloppe aux indemnités des élus locaux est stable à 100 000€.

### Les charges financières

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
66 – Charges financières	99 503 €	85 301 €	80 747 €	95 431 €	99 887 €	100 818 €	100 000 €
16 – Remboursement du capital	850 750 €	819 870 €	717 627 €	698 093 €	685 874 €	638 609 €	608 780 €
<b>Total</b>	<b>950 252 €</b>	<b>905 171 €</b>	<b>798 375 €</b>	<b>793 524 €</b>	<b>785 761 €</b>	<b>739 427 €</b>	<b>708 780 €</b>
La capacité de désendettement en nombre d'années (encours / CAF brute)	7,34	4,96	6,27	3,29	3,28	3,53	3,91

Sur la période 2020-2026, l'annuité du budget principal est en nette diminution (- **25 %**), conséquence de la politique de désendettement menée par la collectivité locale.

Sur la période considérée, le recours à l'emprunt est le suivant :

**745 000€** en 2020, **765 000€** en 2021, **400 000€** en 2022, **500 000€** en 2023, **430 000€** en 2024, **450 000€** en 2025 et **500 000€** envisagés en 2026.

### Le Cinéma :

En fin d'année 2025, l'activité aura généré des recettes d'activité dont celles à caractère publicitaire estimées à **81 355€**. Le CNC n'a pas soutenu l'activité « Art et essai » du fait de la période de référence mais la ville aura mobilisé ses crédits et avances disponibles à hauteur de **17 306€**. Elle aura obtenu, par ailleurs, le soutien de la Région BFC à hauteur de **1 200€** pour pallier la baisse de fréquentation constatée à partir du mois de juin 2025. Du fait de cette évolution, le budget principal accordera une subvention d'équilibre de **80 000€** (2024 : 65 000€, 2023 : 52 000€, 2022 : 47 313€, 2021 : 31 759€, 2020 : 30 860€, 2019 : 65 850€, 2018 : 54 864€). Le déficit d'investissement constaté à hauteur de **23 443€** sera reporté sur 2026.

En 2026, les recettes en direction du public traditionnel sont inscrites à hauteur de **80 000€**, celles attachées au public institutionnel à **24 000€**. La vente de produits dérivés est estimée à **1 500€**, la publicité à **8 000€** et la location de la salle à **6 000€** (en hausse pour ces deux derniers postes). La subvention d'équilibre est de **65 000€** et celle du CNC, au titre du cinéma art et essai est estimée à **15 000€**.

Une réflexion globale doit être menée sur la situation de ce budget annexe ainsi que sur la baisse de fréquentation, également constatée au niveau national.

### Le Camping :

En 2025, les recettes d'activité du camping se sont élevées à **131 645€ HT** (en 2024 : 120 443 € HT, en 2023 : 145 030€ HT dont une recette de 22 743€ hors saison, en 2022 : 80 720€, en 2021 : 51 474€, en 2020 : 21 807€). Ce budget dégagera, en fin d'année 2025, un résultat de **21 446 €** sans couvrir la totalité du déficit d'investissement (- **39 6448€**) dont le solde de 18 198€ sera financé sur 2026. Sur les trois dernières années, la rémunération hors taxes des régisseurs a évolué de la manière suivante : **2023** : 46 683€ - **2024** : 48 132€ - **2025** : 51 373€.

Pour 2026, les recettes d'activité sont inscrites pour **150 000€**. Des travaux de rénovation effectués par les entreprises sont programmés à hauteur de **26 000€** et ceux en régie pour **6 000€**. Le résultat prévisionnel est à 35 000€ couvrant les investissements programmé dont le report 2025.

### La ZA des OVIS :

Le déficit global de ce budget annexe continue sa dégrèvement par l'octroi d'une subvention du budget principal consentie à hauteur de **150 000€** (108 120€ en 2016, 131 983€ en 2017, 151 703€ en 2018, 151 000€ en 2019, 151 000€ en 2020, 148 117€ en 2021, 150 000€ en 2022, 2023, 2024 et 2025), **Au 31-12-2026**, le déficit s'élèvera à **258 109€**. A la même date, l'encours de la dette incluant la créance Domanys s'élèvera à **469 117€**.

### Le Pôle social :

En 2025, le budget principal devra augmenter son niveau de financement de 17 000€ pour couvrir d'une part, une erreur de prévision en recettes et d'autre part un dépassement des dépenses courantes de l'ordre de 7 700€ couvertes partiellement par des moindres dépenses de personnel (- 3 685€).

La subvention d'équilibre s'élèvera donc à 197 000€ complétée par le report 2024 du CTAI (44 297€), les recettes des activités (6 369€), le soutien de la DDETSPP pour le logement VIF (24 000€), les financements accordés par la conférence des financeurs (8 043€), la CAF (87 863€), la MSA (10 000€) et la CPAM (3 400€). Les principales dépenses se rapportent à la masse salariale (296 314€) et aux dépenses à caractère général (81 172€).

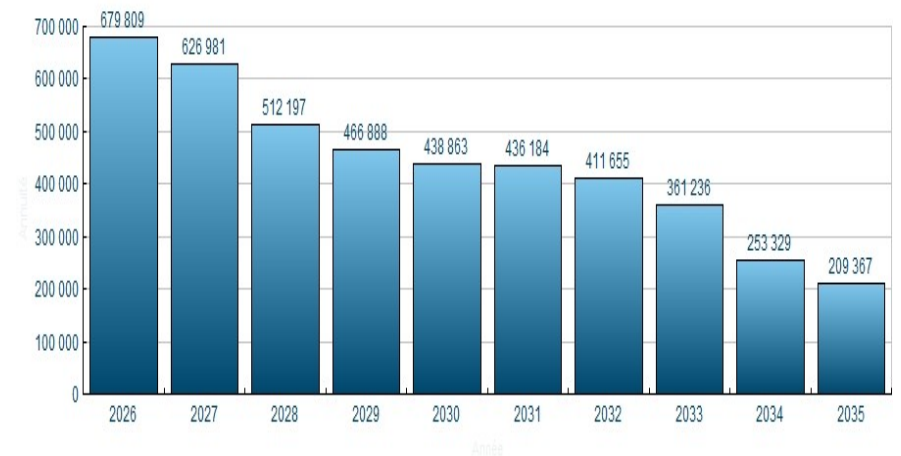
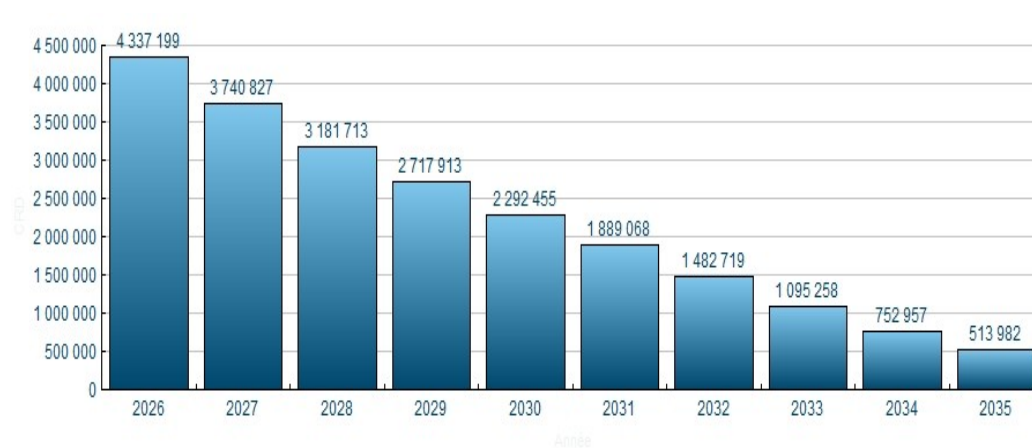
En 2026, le pôle social disposera d'un budget estimé à **375 000€** à condition toutefois que le contrat en direction des primo-arrivants soit financé de manière pérenne qu'il s'agisse des charges assurées par le CCAS estimées à **35 000€** ou de celles supportées par le Budget Opérationnel de Programme de l'État au titre de l'alphabétisation.

Le budget d'investissement sera essentiellement consacré à des acquisitions de matériels, les travaux de rénovation des bâtiments mis à disposition étant assurés par le budget principal.

**La situation de la dette**  
 (au 31 décembre de chaque année)

Budget principal	CA 2018	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
Montant	5 520 851 €	5 297 402 €	4 979 774 €	4 781 681 €	4 525 807 €	4 337 198 €	4 228 418 €
<b>Variation de la dette sur la période 2020 à 2026</b>	<b>-23,41 %</b>						
Population légale	4 968	4 654	4 546	4 508	4 468	4 433	4 433
Ratio / Tonnerre	1 105 €	1 138 €	1 095 €	1 061 €	1 013 €	978 €	954 €
Ratio / Strate (données DGFIP)	762 €	717 €	726 €	698 €	692 €		
<b>Budgets annexes</b>							
BA Cinéma – Créance CNC à confirmer	19 464 €	19 464 €	19 464 €	19 464 €	19 464 €	19 464 €	19 464 €
BA Cinéma – Emprunt	0 €	0 €	226 335 €	212 570 €	265 971 €	295 200 €	272 465 €
BA Camping	2 820 €	0 €	41 950 €	39 399 €	36 803 €	34 162 €	31 475 €
ZA des Ovis – Emprunt	1 205 298 €	901 059 €	711 170 €	618 075 €	546 199 €	473 219 €	399 117 €
ZA des Ovis – Créance Domanys	350 000 €	245 000 €	210 000 €	175 000 €	140 000 €	105 000 €	70 000 €
<b>Ensemble de la dette</b>	<b>7 098 433 €</b>	<b>6 462 925 €</b>	<b>5 920 409 €</b>	<b>5 846 190 €</b>	<b>5 534 244 €</b>	<b>5 264 243 €</b>	<b>5 020 939 €</b>
<b>Variation de la dette sur la période 2020 à 2026</b>	<b>-29,27 %</b>						

Sur la période 2019 – 2026, la dette du budget principal aura diminué de plus de **23%**. Toutefois, le niveau par habitant restera supérieur aux communes de même strate. **La dette totale** accusera une baisse de **près de 30%**. Ci-dessous, l'évolution du capital restant dû et celle de l'annuité au 1<sup>er</sup> janvier de chacune des 10 prochaines années, hors nouvel emprunt (budget principal)



### L'autofinancement

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025 P	Budget 2026
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>5 867 524 €</b>	<b>6 237 414 €</b>	<b>6 123 680 €</b>	<b>6 860 195 €</b>	<b>6 560 648 €</b>	<b>6 560 252 €</b>	<b>6 542 943 €</b>
Opérations exceptionnelles		-321 604 €		-233 339 €			
Retraitement CAF – Chapitre 013	-3 776 €	-6 746 €	-14 533 €	-5 385 €	-21 155 €	-8 823 €	-5 000 €
Retraitement CAF – Chapitre 014	-259 303 €	-263 346 €	-262 069 €	-276 204 €	-269 711 €	-304 248 €	-275 000 €
<b>Recettes réelles de fonctionnement CAF</b>	<b>5 604 446 €</b>	<b>5 645 718 €</b>	<b>5 847 078 €</b>	<b>6 345 267 €</b>	<b>6 269 782 €</b>	<b>6 247 181 €</b>	<b>6 262 943 €</b>

<b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>5 138 416 €</b>	<b>4 848 459 €</b>	<b>5 373 401 €</b>	<b>5 264 106 €</b>	<b>5 434 491 €</b>	<b>5 573 679 €</b>	<b>5 554 400 €</b>
Opérations exceptionnelles				96 684 €	-96 684 €	-42 416 €	
Travaux en régie – Chapitre 72			-44 218 €	-187 440 €	-156 341 €	-200 000 €	-107 700 €
Retraitement CAF – Chapitre 013	-3 776 €	-6 746 €	-14 533 €	-5 385 €	-21 155 €	-8 823 €	-5 000 €
Retraitement CAF – Chapitre 014	-259 303 €	-263 346 €	-262 069 €	-276 204 €	-269 711 €	-304 248 €	-275 000 €
<b>Dépenses réelles de fonctionnement CAF</b>	<b>4 875 337 €</b>	<b>4 578 368 €</b>	<b>5 052 581 €</b>	<b>4 891 761 €</b>	<b>4 890 600 €</b>	<b>5 018 192 €</b>	<b>5 166 700 €</b>

<b>Capacité d'autofinancement brute</b>	<b>729 108 €</b>	<b>1 067 350 €</b>	<b>794 497 €</b>	<b>1 453 506 €</b>	<b>1 379 182 €</b>	<b>1 228 989 €</b>	<b>1 096 243 €</b>
Taux d'épargne brute (CAF brute / RRF CAF)	<b>13,01 %</b>	<b>18,91 %</b>	<b>13,59 %</b>	<b>22,91 %</b>	<b>22,00 %</b>	<b>19,67 %</b>	<b>17,26 %</b>

Annuité en capital	<b>850 750 €</b>	<b>819 870 €</b>	<b>717 627 €</b>	<b>698 093 €</b>	<b>685 874 €</b>	<b>638 608 €</b>	<b>608 780 €</b>
--------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

<b>Capacité d'autofinancement nette</b>	<b>-121 641 €</b>	<b>247 480 €</b>	<b>76 870 €</b>	<b>755 413 €</b>	<b>693 308 €</b>	<b>590 381 €</b>	<b>487 463 €</b>
---	-------------------	------------------	-----------------	------------------	------------------	------------------	------------------

La capacité d'autofinancement nette, négative en 2020, progresse en 2021 pour chuter en 2022 du fait de la crise sanitaire et de l'inflation, remettant en cause les efforts consentis par la municipalité issue des élections de 2020.

En 2023 et 2024, hors filet inflation venant atténuer la dégradation constatée en 2022, l'épargne nette se situe à un niveau largement supérieur à 2021 confirmant la stratégie globale mise en place par la municipalité actuelle.

Le niveau de la CAF nette diminue en 2025 et 2026 du fait de l'augmentation des charges courantes alors que les recettes restent stables.

## Les travaux effectués en régie en 2025

Envoyé en préfecture le 15/12/2025

Reçu en préfecture le 15/12/2025

Publié le

ID : 089-218904183-20251215-DL25\_168-DE

### Travaux en régie 2025 – Camping

	Achat	Main d'oeuvre	Total
Grillage	8 086,55 €	6 677,70 €	14 764,25 €
Bornes électriques	3 833,35 €	830,34 €	4 663,69 €
	<b>11 919,90 €</b>	<b>7 508,04 €</b>	<b>19 427,94 €</b>

Travaux en régie 2025 – Budget principal			
	Achats	Main d'oeuvre	Total
Piscine – Carrelage pataugeoire	4 584,06 €	3 829,75 €	8 413,81 €
Préparation pour pose de DAE	1 563,16 €	2 036,04 €	3 599,20 €
Maison du poète – Réfection	1 303,73 €	1 256,06 €	2 559,79 €
Square Anne Sylvestre	3 535,82 €	1 435,20 €	4 971,02 €
Passage en leds	1 441,24 €	1 985,30 €	3 426,54 €
Adaptation cuve pour balayeuse	443,71 €	187,64 €	631,35 €
Gymnase – prise festivités	8,21 €	300,78 €	308,99 €
Capitainerie – Bornes	1 182,92 €	797,15 €	1 980,07 €
Aires de jeux – bancs	5 456,40 €	1 134,33 €	6 590,73 €
Cabane de chasse – Mise en sécurité	198,60 €	279,00 €	477,60 €
Stade – création d'un accès	670,60 €	5 353,22 €	6 023,82 €
Pâtis – Création de bornes à eau	4 702,69 €		4 702,69 €
Centre social – Mise aux normes	11 122,16 €	3 278,25 €	14 400,41 €
Centre des Finances – Travaux	4 066,09 €	638,30 €	4 704,39 €
Forêt – panneau d'information	212,40 €		212,40 €
Terrain d'honneur – Buts	193,90 €		193,90 €
Voirie – travaux divers	41 776,34 €	19 440,49 €	61 216,83 €
Chemin des roses – Plantation			0,00 €
Cimetière Saint-Pierre – Travaux			0,00 €
Cimetière des Lourdes – Bancs	228,61 €	1 001,91 €	1 230,52 €
Pose de bancs sur le stabilisé	511,49 €	915,14 €	1 426,63 €
Réfection local de pétanque – Pâtis	1 794,51 €	1 065,43 €	2 859,94 €
Mise en sécurité Volets – secours pop.	1 273,64 €	252,70 €	1 526,34 €
Portail – Réservoir Bel air	1 982,29 €	2 009,28 €	3 991,57 €
Marché couvert – Chauffe eau	810,86 €	88,60 €	899,46 €
	<b>89 063,43 €</b>	<b>47 284,57 €</b>	<b>136 348,00 €</b>

### Les opérations d'investissement du budget principal en 2025 et en 2026

Dépenses d'investissement	Réalisé 2025	RAR 2025	2026
Solde d'exécution 2024	873 873,37 €		0,00 €
Remboursement du capital des emprunts	638 608,90 €		608 780,37 €
Moratoire SET		60 368,45 €	68 201,51 €
Travaux pour compte de 1/3	5 440,03 €	6 168,32 €	20 000,00 €
Travaux sous maîtrise d'ouvrage déléguée	84 513,84 €		
Subvention d'équipement		131 313,04 €	
Subventions d'équipement versées à des 1/3	27 517,87 €	45 800,60 €	15 000,00 €
Attributions de compensation versées à CCLTB	56 096,30 €	11 219,27 €	52 538,57 €
Opérations patrimoniales	10 226,31 €		
<b>Dépenses réelles comptes 20 – 21 et 23</b>	<b>2 612 526,99 €</b>	<b>432 064,83 €</b>	<b>2 103 748,75 €</b>
Matériels dont balayeuse	277 230,02 €	0,00 €	116 612,92 €
Forêt communale		9 203,57 €	10 000,00 €
Divers bâtiments	7 939,99 €	43 733,05 €	75 000,00 €
Acquisition ENEDIS	264 300,00 €		
Médiathèque – Travaux	51 258,53 €		
Gymnase – Travaux	51 508,21 €	2 592,00 €	1 200,00 €
Gymnase – Changement tatamis			17 500,00 €
Stade – Travaux	16 517,43 €		
Stade annexe Changement des buts			2 000,00 €
Piscine – Passage en leds			13 000,00 €
Piscine – Travaux de remise en état	11 264,99 €	15 334,61 €	22 200,00 €
Eglise Saint-Pierre- TO3	297 620,09 €		15 000,00 €
Eglise Saint-Pierre – Tableaux	25 872,60 €		
Elise Saint-Pierre - Orgue – Moe		60 480,00 €	
Cimetières		1 440,00 €	17 000,00 €
Vidéo-protection		0,00 €	56 000,00 €
Incendie – Poteau		0,00 €	3 700,00 €
Eclairage public	1 308,00 €	1 452,00 €	18 700,00 €
Réfection de chaussées – accord cadre	176 893,59 €	43 054,10 €	150 000,00 €
Réfection de chaussées – rues de l'hyper-centre	23 848,96 €	178 596,00 €	434 977,29 €
Moe – entrées de ville	41 928,76 €	17 137,19 €	30 540,00 €
Aires de jeux	40 404,84 €	0,00 €	30 000,00 €
Square Anne Sylvestre	1 195 139,62 €		
Prés-hauts - Démolition des préfabriqués	119 400,00 €		
RHI	1 512,00 €		
Fontaine du Pâtis	8 579,36 €	19 042,31 €	158 906,54 €
Fosse Dionne – Rénovation		40 000,00 €	931 412,00 €
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>4 308 803,61 €</b>	<b>686 934,51 €</b>	<b>2 868 269,20 €</b>

Recettes d'investissement	Réalisé 2025	RAR 2025	2026
Excédent capitalisé 2024	1 569 119,82 €		0,00 €
Emprunt	450 000,00 €		500 000,00 €
FACTVA	249 662,85 €		465 011,45 €
Taxes d'aménagement	694,52 €	6 013,17 €	6 528,55 €
Travaux pour compte de 1/3	5 440,03 €	6 168,32 €	20 000,00 €
Travaux sous maîtrise d'ouvrage déléguée		131 313,04 €	
Ventes immobilières	131 970,00 €		60 000,00 €
Opérations patrimoniales	10 226,31 €		
Subventions d'investissement	590 516,92 €	686 735,73 €	708 154,00 €
<b>Total des recettes d'investissement</b>	<b>3 007 630,45 €</b>	<b>830 230,26 €</b>	<b>1 759 694,00 €</b>

<b>Solde</b>	<b>-1 301 173,16 €</b>	<b>143 295,75 €</b>	<b>-1 108 575,20 €</b>
<b>Déficit à financer</b>	<b>-1 157 877,41 €</b>		
<b>Imputation de l'excédent de fonctionnement</b>	<b>1 157 877,41 €</b>		<b>1 040 478,30 €</b>
	<b>0,00 €</b>		<b>-68 096,90 €</b>

A ce jour, les opérations d'investissement inscrites au budget 2025 ont été réalisées pour **4 308 803€** dont **2 612 526€** de dépenses réelles, **638 608€** de remboursement au titre du capital de la dette et **173 568€** d'interventions au bénéfice de des tiers. Les restes à réaliser se situent à **686 934€**.

Les recettes de la section d'investissement s'élevant à **3 837 860€** dont **830 230€** attendues. Le financement par imputation de l'excédent de fonctionnement s'élève à **1 157 877€**.

Le budget 2026 retient **2 868 269€** de dépenses nouvelles dont **608 780€** au titre du remboursement du capital de la dette, **155 740€** d'interventions au bénéfice de tiers et **2 103 748€** de dépenses réelles.

Les recettes s'élevant, à ce jour, à **1 759 694€**, l'équilibre est partiellement atteint par un autofinancement de **1 108 575€**.

Cette situation déficitaire sera résorbée par une hausse de l'autofinancement, une augmentation des subventions ou une baisse des dépenses d'investissement.

**Synthèse des investissements réels et des emprunts effectués durant les trois derniers mandats**

Les opérations de l'année de l'élection ne sont pas prises en compte du fait de l'imputabilité des restes à réaliser

	2008	Mandat 2008-2013				
		2009	2010	2011	2012	2013
<b>Dépenses d'équipement</b> (débit des comptes 20, 21 et 23 – dépenses réelles)	1 689 000,00 €	1 695 932,00 €	1 190 832,00 €	2 499 600,00 €	2 493 568,00 €	1 487 002,00 €
		<b>9 366 934,00 €</b>				
<b>Emprunt</b> (hors renégociation)	879 410,00 €	619 320,00 €	770 000,00 €	770 000,00 €	770 000,00 €	770 000,00 €
		<b>3 699 320,00 €</b>				

Ne sont pas prises en compte les dépenses d'investissement effectuées dans le cadre des budgets annexes, en particulier au budget annexe de l'assainissement, la construction d'une station d'épuration

Les opérations de l'année de l'élection ne sont pas prises en compte du fait de l'imputabilité des restes à réaliser

	2014	Mandat 2014-2019				
		2015	2016	2017	2018	2019
<b>Dépenses d'équipement</b> (débit des comptes 20, 21 et 23 – dépenses réelles)	2 221 222,00 €	1 537 841,00 €	762 890,00 €	723 225,00 €	1 560 790,00 €	1 864 053,00 €
		<b>6 448 799,00 €</b>				
<b>Emprunt</b> (hors renégociation)	500 000,00 €	618 900,00 €	0,00 €	600 000,00 €	700 000,00 €	800 000,00 €
		<b>2 718 900,00 €</b>				

Ne sont pas prises en compte les dépenses d'investissement effectuées dans le cadre des budgets annexes.  
 A noter également, l'utilisation des 750 000€ versés par l'assurance dans le cadre de l'incendie de l'espace Bouchez pour financer la rénovation de la maison Marland.  
 Enfin, en 2016, une importante opération de renégociation de la dette a eu lieu, sans impact sur l'encours

Les opérations de l'année de l'élection ne sont pas prises en compte du fait de l'imputabilité des restes à réaliser

	2020	Mandat 2020 – 2025				
		2021	2022	2023	2024	2025
<b>Dépenses d'équipement</b> (débit des comptes 20, 21 et 23 – dépenses réelles)	847 161,00 €	885 814,00 €	953 596,00 €	1 572 946,00 €	1 482 173,00 €	2 619 305,00 €
		<b>7 513 834,00 €</b>				
<b>Emprunt</b> (hors renégociation)	745 000,00 €	765 000,00 €	400 000,00 €	500 000,00 €	430 000,00 €	450 000,00 €
		<b>2 545 000,00 €</b>				

Ne sont pas prises en compte les dépenses d'investissement effectuées dans le cadre des budgets annexes, en particulier la rénovation du Cinéma Théâtre et la mise aux normes nécessaire du Camping pour permettre sa réouverture.